

Newsletter d'octobre 2026

Dernière ligne droite – en route vers la ligne d'arrivée vers le Conseil international de l'environnement !



Chers amis,

C'est pour dans quelques jours : nous nous réjouissons de votre participation au Conseil international de l'environnement, qui se tiendra du 23 au 25 octobre à Stuttgart, en Allemagne. Un programme exceptionnel nous attend du vendredi au dimanche, avec un rassemblement d'ouverture et une soirée de présentation des nombreux participants internationaux vendredi. Samedi soir, une superbe fête culturelle sera organisée. Un DJ péruvien mixera, tandis qu'une troupe de danse turque, une chorale et de nombreux autres artistes créeront une ambiance internationale et favoriseront la solidarité au-delà des frontières. Un buffet participatif assurera les plaisirs culinaires. Un conseil : si vous venez, vous pourrez peut-être faire découvrir votre plat préféré aux participant·e·s et apporter quelque chose de délicieux !

Le cœur de la rencontre sera constitué de conférences, d'interventions et de discussions organisées en trois blocs thématiques samedi et dimanche. La menace qui pèse sur nos conditions de vie en raison de l'aggravation de la catastrophe environnementale mondiale, des guerres et du fascisme sera le thème du premier bloc. Comment pouvons-nous contrer les conséquences de la catastrophe environnementale ? Quelles solutions concrètes existe-t-il ? Quelles expériences de lutte avons-nous acquises pour repousser les attaques des multinationales et des gouvernements contre l'environnement et nos conditions de vie ? Enfin, dans le troisième bloc, nous souhaitons débattre des possibilités, des formes et des objectifs d'une lutte environnementale visant à transformer la société. Et nous devons nous mettre d'accord sur la manière et les formes sous lesquelles nous souhaitons poursuivre notre collaboration internationale. Le conseil environnemental se terminera dimanche après-midi par une conférence de presse. L'invitation est jointe en annexe.

Le grand nombre de participantes internationales – en présentiel ou en ligne – montre à quel point la question environnementale est une préoccupation urgente pour les personnes du monde entier. Nous accueillerons notamment des pêcheurs

péruviens dont les moyens de subsistance sont menacés par l'intensification dramatique du phénomène climatique El Niño. Des mineurs africains témoigneront de la surexploitation de la nature et des atteintes à la santé des travailleurs, et un professeur népalais rendra compte des causes et des conséquences dévastatrices de la chute de rochers et de la rupture du glacier d' , au Népal, qui a fait plus de 7 000 morts et entraîné une destruction massive de biens matériels.

À ce jour, environ 150 personnes se sont inscrites pour participer en présentiel, mais nous avons encore de la place pour beaucoup d'autres. Alors, décidez-vous et venez à Stuttgart ! Le cloisonnement de la « forteresse Europe » et la politique réactionnaire du gouvernement allemand envers les étrangers ont rendu et rendent encore difficile, voire impossible, pour de nombreux·ses participant·e·s étranger·ère·s d'obtenir un visa pour entrer en Allemagne. Avec ténacité, ces personnes et leurs groupes partenaires allemands se sont battus pour obtenir chaque autorisation, mais certains se sont heurtés à la bureaucratie et aux barrières administratives. Nous protestons vigoureusement contre cela ! À ceux qui ne peuvent ou ne souhaitent pas se déplacer, nous recommandons la participation en ligne. Inscrivez-vous !

Vous trouverez toutes les informations nécessaires concernant le programme et l'inscription sur notre site web : <https://umweltstrategiekonferenz.org/>

Sans le soutien fantastique de nombreux bénévoles venus de nombreux pays, il nous aurait été impossible, en tant que groupe de coordination, de mener à bien tous les préparatifs réalisés jusqu'à présent et, espérons-le, de faire de ce Conseil de l'environnement un grand succès. Nous tenons d'ores et déjà à leur exprimer toute notre gratitude.

Extrait d'une lettre de lecteur

Les gouvernements français et allemand viennent de décider d'assouplir l'interdiction des moteurs à combustion pour les voitures particulières prévue dans l'UE pour 2035. C'est délibérément, au profit des profits de l'industrie automobile, qu'on continue de se diriger vers une catastrophe environnementale.

Le groupe Volkswagen prévoit la suppression de jusqu'à 100 000 emplois, Mercedes souhaite délocaliser ses usines en Europe de l'Est et ne conserver en Allemagne que de petites structures résiduelles. Une autre option envisagée serait que les travailleurs et travailleuses de l'automobile soient affectés à la production d'armement.

Nous sommes solidaires de la lutte menée par les salariés de la construction automobile pour chaque emploi. Si l'emploi dans ce secteur est réduit, l'alternative n'est pas la production de guerre, mais l'amélioration et le développement des transports publics, tant urbains que longue distance, sur la base de technologies sans émissions.

Et maintenant, après cette introduction, venons-en au sujet proprement dit : trois lettres de lecteurs parues dans le « Gäuboten », un petit journal du sud de l'Allemagne, reflètent bien le débat et les différents points de vue parmi les travailleurs et travailleuses de l'industrie automobile. Ces trois lettres de lecteurs se trouvent en annexe 2.

Brève présentation des participants internationaux

Nous présentons les nombreux participants et participantes internationaux dans annexe 3.

Itinéraire pour se rendre au rassemblement et conseils environnementaux

Adresse du conseil en environnement : Maison d'hôtes ABZ Stuttgart, Bruckwiesenweg 10, 70327 Stuttgart, Allemagne

Accès en transports en commun :

Depuis la gare centrale de Stuttgart, prendre la ligne S1 du S-Bahn en direction de Plochingen (3 stations), descendre à l'arrêt « Bahnhof Untertürkheim », puis marcher environ 5 minutes le long du remblai ferroviaire ; la maison rouge est visible depuis la Karl-Benz-Platz.

Depuis l'ABZ, pour rejoindre le centre-ville de Stuttgart (lieu du rassemblement : Schlossplatz) :

retournez à la gare d'Untertürkheim, prenez la ligne 1 en direction de Böblingen jusqu'à l'arrêt « Hauptbahnhof ». De là, remontez la Königstraße à pied jusqu'à la Schlossplatz. Le rassemblement a lieu devant la Commerzbank.

En cas de perturbation du S-Bahn, nous vous recommandons de prendre la ligne de tramway U4 depuis la gare centrale jusqu'au terminus « Bahnhof Untertürkheim ». Ensuite, procédez comme pour le S-Bahn. Le trajet en tramway est légèrement plus long.

Accès en voiture :

Prenez la B10/B14 jusqu'à la sortie « Untertürkheim », puis empruntez le Bruckwiesenweg. Cherchez directement des places de stationnement à cet endroit ou

essayez dans l'Albert-Dulk-Weg. (Le week-end, vous aurez plus de chances d'y trouver une place.)

Il est déconseillé de se rendre en voiture dans le centre-ville de Stuttgart. D'une part, il y a de nombreux chantiers et, d'autre part, les parkings autour de la Schlossplatz sont chers et généralement complets le vendredi soir.

Invitation à la conférence de presse

À l'issue de notre conseil environnemental, une conférence de presse aura lieu dimanche 25 octobre à 17 h au Centre de formation des travailleurs. Vous trouverez l'invitation en annexe 1. N'hésitez pas à utiliser cette invitation pour la diffuser dans vos localités respectives !

Annexe 1

Conseil international sur l'environnement IEC 202 Conseil international de l'environnement IEC 202

Groupe de coordination

Site web <https://umweltstrategiekonferenz.org/>

E-mail post@umweltstrategiekonferenz.org



Berlin, le 19 octobre 2026

Invitation à la conférence de presse

Alerte environnementale ! Il est grand temps d'agir !

À l'issue du **Conseil international de l'environnement 2026**, qui se tiendra **du 23 au 25 octobre 2026 à Stuttgart**, au Centre de formation des travailleurs du Sud (Arbeiterbildungszentrum Süd), Bruckwiesenweg 10, 70327 Stuttgart-Untertürkheim, les porte-parole du groupe de coordination tiendront une **conférence de presse à 17 h**. Nous vous invitons cordialement à y participer, soit en présentiel, soit en ligne.

Des personnes venues d'une trentaine de pays répartis sur quatre continents participeront au Conseil international de l'environnement, en présentiel et en ligne. Des militants écologistes issus de tous les secteurs de la société y seront représentés, par exemple des pêcheurs péruviens, des mineurs du Congo, des ouvriers de l'automobile allemands et des élus locaux du Yémen, de Mauritanie et de la vallée de l'Aar en Allemagne, des syndicalistes du Brésil et de nombreuses autres personnes issues de divers milieux en Afrique, en Amérique, en Asie et en Europe.

Nous échangerons sur les conséquences et les répercussions de la catastrophe climatique mondiale dans nos pays et régions respectifs. Nous souhaitons partager nos expériences dans la lutte contre les conséquences et les répercussions de la catastrophe environnementale croissante, ainsi que les mesures à prendre pour y faire face. Et nous mènerons une discussion sur les voies d'une lutte environnementale capable de transformer la société, car nous partons du principe que cet ordre social exclusivement axé sur le profit ne peut offrir aucune perspective à l'humanité ni à la nature.

Vous trouverez **de plus amples informations** sur le Conseil international de l'environnement sur notre site web : <https://umweltstrategiekonferenz.org/>

Voici les liens pour suivre la conférence de presse en ligne :

<https://eu01web.zoom.us/j/61351304835?pwd=cyUFbKbvXtSyV5nRZf0DxDGdOYyZQN.1>

et numéro d'accès rapide depuis un mobile

+496950500952,,61351304835#,,,,*437264# Allemagne

Nous nous réjouissons de votre participation !

Au nom du groupe de porte-parole, Mirjam Gärtner et Matthias Müller

Responsable au titre de la loi sur la presse : Umweltgewerkschaft e.V., Bremerstr. 42, 10551 Berlin

Annexe 2

Récit tiré d'une lettre de lecteur

1

« Il faut un nouveau socialisme »

Objet : Manifestations des salariés de l'industrie automobile et de ses sous-traitants.

Dans le « Gäubote » du 22 septembre, trois articles ont été publiés sur les rassemblements des salariés de l'industrie automobile et de ses sous-traitants avec l'IGM. Il est difficile de tout évaluer ici. Cependant, des opinions fondamentalement divergentes se dessinent, et voici mon point de vue en tant que membre de l'IGM depuis 56 ans, employé depuis toujours chez Mercedes.

À propos du commentaire de Matthias Schiermeyer : il écrit que l'IGM « se voit très poussée sur la défensive », et *que les dirigeants ont le dessus*.

L'IG Metall évoluerait sur une corde raide. J'y vois une façon de penser de la part de l'auteur qui présente les collègues comme des coupables et des boucs émissaires, tandis que les millionnaires des conseils d'administration auraient raison. Il se trompe lourdement.

Moi aussi, j'ai participé à des rassemblements chez Mercedes, non pas par désespoir ou par faiblesse, mais parce qu'il existe un mouvement ouvrier et syndical puissant et fort qui agit désormais de manière offensive contre le capitalisme. Ceux d'en haut ont besoin de nous, mais nous n'avons pas besoin d'eux. Et ce système capitaliste a fait son temps depuis longtemps.

Dans l'article du « Gäubote » intitulé « 175 000 salariés mobilisés », cette force est confirmée à la page 9, et une phrase clé de la VDA (Association de l'industrie automobile allemande) stipule : la production en Allemagne « n'est pas une loi de la nature ». Et je pense que ce système économique et politique n'est pas une loi de la nature. Il faut un nouveau socialisme ; un système dans lequel on se bat pour un monde juste, en harmonie entre l'homme, la nature et le travail.

Pourquoi est-ce que je dis cela ? Parce que je me creuse la tête, que je réfléchis par moi-même et que j'agis en conséquence. La façon de penser, ses propres convictions et l'action, voilà ce qui est une loi de la nature. De quel côté se situe-t-on : du côté des monopoles et de ceux qui détruisent les emplois, ou du côté du mouvement ouvrier et syndical ? Le dernier article du « Gäubote », en page 22 (« Ne pas

faire porter tout le poids aux seuls salariés »), le dit déjà très justement dès la première phrase : « Prêts à faire grève, des emplois permanents plutôt que des délocalisations », telle était l'une des revendications exprimées lundi lors du rassemblement. **K.-J. H., G.**

2

« Autrefois, nos voitures se vendaient même sans prime à l'achat »

Objet : Lettre de lecteur « Il faut un nouveau socialisme » de K.-J. H.,
« Gäubote » du 25 septembre.

Lorsque les salariés manifestent aujourd'hui pour défendre leurs emplois, est-ce justement le capitalisme qui serait à blâmer ? Depuis des années, les responsables politiques et l'UE interviennent sur le marché automobile. Des objectifs plus stricts en matière d'émissions de CO₂ pour les flottes poussent les constructeurs vers la motorisation électrique, tandis que l'État encourage l'achat avec l'argent des contribuables. Pourquoi une voiture doit-elle être subventionnée, d'ailleurs ?

Autrefois, nos voitures se vendaient très bien même sans prime à l'achat. Le coût élevé de l'énergie, les
et des réglementations sans cesse renouvelées renchérisent encore davantage la production.

les constructeurs doivent pouvoir décider eux-mêmes de ce qu'ils construisent et où ils produisent de manière rentable.

Si les acheteurs se font rares, ce sont les usines, les équipementiers et les salariés qui en font les frais. Le problème va

bien au-delà de l'industrie automobile : pour moi, cette perte d'emplois industriels s'inscrit dans le cadre de la désindustrialisation rampante de l'Allemagne.

Les responsables politiques y sont pour une part considérable. Et où étaient les syndicats

lorsque ces orientations ont été définies ? Se battre pour de bons salaires, c'est juste. Mais ont-ils mis en garde assez tôt contre la perte d'emplois ? L'IG Metall a expressément soutenu la transition vers la mobilité électrique et les nouvelles primes à l'achat. L'auteur de la lettre de lecteur écrit qu'il travaille chez Mercedes depuis 56 ans. C'est précisément pour cette raison que je ne comprends pas son appel à un « nouveau socialisme ». J'ai pu constater chez Daimler la prospérité que l'économie sociale de marché a créée.

Exiger encore plus d'intervention de l'État après des années d'ingérence politique, c'est vraiment le comble. Nous avons besoin d'une production abordable et de la liberté de construire et d'acheter les voitures qui sont demandées. **E. K., K.**

« La situation va sans doute encore empirer »

Objet : Lettre de lecteur « Autrefois, nos voitures se vendaient même sans prime à l'achat » de E. K., « Gäubote » du 28 septembre.

M. K. répond à la lettre de K.-J. H., qui réclame un nouveau socialisme au vu des bouleversements que connaît l'industrie automobile. Cependant, aucun des deux ne fonde son argumentation sur des faits réels. La nécessaire transformation de l'industrie automobile et le besoin d'une motorisation propre sont évidents depuis les années 80. C'est pourquoi Mercedes a travaillé sur la pile à combustible, qui n'était toutefois pas assez rentable à l'exploitation et n'a donc pas été commercialisée.

On peut certes déplorer que l'industrie automobile allemande réagisse bien trop tard aux défis de la politique climatique, mais cela ne nécessite pas pour autant un nouveau socialisme. Les syndicats savent eux aussi très bien comment évolue la situation à l'échelle mondiale et quels changements s'imposent. Mais eux aussi s'en tiennent à la ligne « continuons comme ça », alors qu'il est désormais clair que l'ère de la mobilité électrique a commencé.

Soit on s'y met, soit on se retrouve sur la voie de garage. *Lorsque M. K. critique les responsables politiques en les qualifiant de « destructeurs »* et cite notamment l'UE avec ses objectifs climatiques, il se trompe complètement.

Il devrait plutôt s'en prendre aux gouvernements de l'ère Merkel, qui ont conforté et subventionné l'économie en prônant le « statu quo », au lieu de définir clairement et d'exiger ce qu'est l'avenir, à savoir la neutralité climatique.

Ni l'industrie automobile, ni les responsables politiques, ni les syndicats ne peuvent prétendre qu'ils ignoraient les évolutions en Chine. Ils n'y ont tout simplement pas réagi et sont restés prisonniers de leur succès. Soit dit en passant, ils ont également ignoré que la combustion du charbon, du pétrole et du gaz nuit au climat, ce qui est connu depuis les années 70.

Quiconque s'y accroche encore aujourd'hui doit être considéré comme commettant un crime environnemental assez grave, qui porte de plus en plus atteinte aux conditions de vie humaines et provoque d'énormes dégâts sous forme de canicules et d'inondations. On peut toutefois supposer que, même aujourd'hui, la politique, l'économie, mais aussi notre société agissent selon la devise : « Les changements sont si difficiles à mettre en œuvre, un petit crime ne fait pas de mal. » Ça ne sera pas si grave. Mais si nous continuons ainsi, la situation risque fort de s'aggraver encore davantage. **R. E., G.**

Annexe 3

Brève présentation des participantes et participants internationaux

Pakistan – CCP Muhamad

« Notre organisation, le CCP, s'engage activement dans le travail politique de base auprès des ouvriers, des paysans et des étudiants, dans la promotion de la solidarité entre les travailleurs, dans l'éducation politique et dans la mobilisation contre l'impérialisme. Nous représentons des étudiants issus de la classe ouvrière, des travailleurs, des jeunes et des syndicats, et nos efforts visent à renforcer la conscience de classe, à nous opposer à la domination impérialiste et à contribuer à la lutte plus large pour la justice sociale et économique. »

Yémen – Irtefa

Amin Ahmed Salam est une militante écologiste yéménite et présidente de l'organisation « Al-Irtifa'a pour l'environnement et le développement humanitaire ». En tant que directrice adjointe du Fonds de nettoyage et secrétaire générale du syndicat des travailleurs de l'environnement, elle travaille dans des conditions extrêmes (guerre, changement climatique, situation des femmes). Elle souhaite rendre compte de la catastrophe de la décharge de Taïz, ville assiégée, qui empoisonne les nappes phréatiques et a entraîné des déplacements massifs de population.

Conférence internationale des mineurs

La Conférence internationale des mineurs (IMC) considère que les questions environnementales et la lutte pour la préservation de la nature sont indissociables des luttes sociales des mineurs et s'engage activement en faveur d'une alliance sous le slogan « Mineurs et défenseurs de l'environnement, unissons nos forces ! ». Ce ne sont pas les mineurs qui sont responsables de la destruction de l'environnement causée par l'exploitation minière, mais les multinationales minières qui mènent une exploitation destructrice, motivée par le profit, tant des personnes que de la nature. Elle est représentée par des mineurs du Congo, du Pérou, de Colombie, du Kazakhstan et d'Inde (le nombre exact reste à préciser).

Ouganda – Militante pour le climat – Patience

Patience est une militante ougandaise de premier plan qui défend la protection de l'environnement et du climat, s'oppose à l'« East African Crude Oil Pipeline » et milite pour les droits de l'homme, en particulier les droits des femmes en Ouganda.

Nous l'avons rencontrée à Bakou lors de la COP29 en 2024. Elle participe activement à plusieurs campagnes internationales.

Togo – ONG DYVOSO – Samuel

L'ONG DYVOSO (Organisation non gouvernementale Dynamique des Volontaires Sociaux) du Togo. Il s'agit d'un mélange d'initiative environnementale et d'initiative éducative. Ses activités : recyclage du papier pour fabriquer du mobilier scolaire, reboisement et sensibilisation au reboisement, agriculture durable, sécurité alimentaire, cours de rattrapage et aide aux devoirs, organisation de « camps-chantiers » au cours desquels des jeunes du monde entier s'associent à la population locale pour mener des actions de protection de l'environnement et de sensibilisation. Samuel fait partie du groupe de coordination.

Nigéria – GECCI - Abdulhamid Tahir Amid

Le GECCI s'engage en faveur de la protection du climat en restaurant les écosystèmes, en autonomisant les jeunes et les femmes, en promouvant l'éducation à l'environnement et en menant des initiatives pour des moyens de subsistance durables. Parmi ses activités figurent des campagnes de plantation d'arbres, des programmes de valorisation des déchets, la promotion de mesures de politique climatique ainsi que la protection de la nature à l'échelle communautaire dans tout le Nigéria.

Malawi – Movement for Environmental Action – Mathews Malata

L'organisation non gouvernementale malawienne Movement for Environmental Action (MEA) se consacre principalement à la protection pratique de l'environnement, à la défense des intérêts politiques et à la mobilisation des communautés, aux campagnes de restauration des paysages, à la rédaction de prises de position politiques, à l'initiative « Green Schools Green Initiative » ainsi qu'à des campagnes plus larges en faveur de la protection de l'environnement. La MEA a notamment déposé récemment, en collaboration avec d'autres organisations locales, dont le « Clean Cities Project », une pétition en faveur de la justice climatique auprès du Parlement malawien. Actions de plantation d'arbres, ramassage des déchets et marches de protestation (Climate Justice March).

Ouganda – Joseph Masembe – Little Hands Go Green

En Ouganda, « Little Hands Go Green » est le plus grand mouvement d'enfants en faveur de la protection de l'environnement d'Afrique de l'Est. Joseph est avocat, militant écologiste et fondateur de l'association. Sensibilisation et activités des

enfants. Campagnes de plantation d'arbres et de création de vergers : l'accent est mis sur la plantation d'arbres fruitiers principalement dans les écoles et les zones résidentielles. Le mouvement est actif dans plusieurs pays et organise des actions transfrontalières (Allemagne – Ouganda).

Pérou – Canto Vivo – Javier

Canto Vivo a été fondé dès 1994 et entretient depuis des années une collaboration avec le syndicat de l'environnement. L'organisation est connue pour associer la plantation d'arbres à la promotion de l'agriculture paysanne. Canto Vivo mène un travail d'éducation et de sensibilisation. Pendant la pandémie de Covid-19, l'organisation a mis en place des « jardins de solidarité » afin de contribuer à l'approvisionnement alimentaire.

Venezuela – Front national écosocialiste pour la vie (FRENESVI) – José Manuel Pérez Hurtado

Le mouvement écosocialiste réclame une transformation de la société vénézuélienne qui privilégie le bien-être de l'homme et de la nature au détriment des profits économiques. La nature ne doit plus être considérée comme une simple ressource ou un bien privé. Il milite pour la protection de la forêt tropicale et des populations autochtones, et s'oppose au projet « Arco Minero », une zone économique spéciale destinée aux groupes miniers. « Le parc national de Caura est une réussite du mouvement écologiste vénézuélien » (troisième plus grand parc national du monde).

États-Unis – Wisdom Keepers – Summer Joy Gonzalez

6 % de la population mondiale appartient à des peuples autochtones. Ceux-ci sont particulièrement touchés par la pauvreté et la dégradation de l'environnement. Pourtant, ils se battent souvent en première ligne dans la lutte pour la protection de l'environnement. Ils protègent environ 80 % de la biodiversité restante sur leurs territoires. La nature ne doit plus être considérée comme une simple ressource ou une propriété, mais l'être humain doit vivre en harmonie avec elle. L'une de leurs principales préoccupations est, parallèlement à la protection de l'environnement, de faire revivre le lien spirituel profond entre l'homme et la nature, détruit par le mode de vie moderne.

Chili – El Canelo de Nos - Alejandro Salinas

Leur objectif est de construire une société durable, démocratique, juste et saine, en harmonie avec la nature. Ils mènent des actions de sensibilisation, encouragent les

méthodes d'agriculture écologique et les technologies solaires telles que les fours solaires, et gèrent leur propre station de radio.

Turquie – Pologne Ekologji

Le Collectif écologique polonais (Polen Ekoloji Kolektifi) est une organisation et un mouvement marxiste-écologiste fondé en 2019. Ce réseau considère la lutte pour la protection de l'environnement comme une partie indissociable de la lutte contre le capitalisme et pour la libération sociale. Il mène des campagnes contre l'exploitation des mineurs d'or, contre l'exploitation à ciel ouvert nuisible à l'environnement et pour la souveraineté alimentaire.

France – Pass Net Zero - Claude Martinet

Pass Net Zero (PNZ) est une ONG environnementale enregistrée en France qui, en collaboration avec des universités de la région, s'engage en faveur du développement de solutions fondées sur la nature pour le piégeage du carbone, la remédiation biologique, ainsi que pour l'atténuation du changement climatique et l'adaptation à ses conséquences en Afrique australe. Son action se concentre sur la réduction des gaz à effet de serre, l'accès aux quotas d'émissions et la formation de la prochaine génération de scientifiques spécialisés dans l'environnement grâce à des bourses de master et de doctorat. Ses principaux partenaires sont des universités du Malawi, du Botswana et de Namibie.

Suède – Journal Väjös Gnista

Le journal Väjös Gnista consacre une grande partie de son contenu à la crise environnementale et climatique mondiale et envisage une perspective socialiste comme solution. Il publie des reportages sur le mouvement écologiste suédois et international.

Chypre – Union of Cypriots – Eran

L'Union of Cypriots milite pour la fin de toute présence militaire étrangère et pour une Chypre unifiée et démocratique, libérée de toute forme d'impérialisme. Le mouvement défend l'idée que la nature ne connaît ni frontières politiques ni frontières militaires. Il appelle les autorités des deux camps à coopérer en tant qu'île unique face aux crises environnementales aiguës.

Portugal – Climáximo – Daniela

Climáximo est un collectif pour la justice climatique et l'anticapitalisme basé à Lisbonne, au Portugal. Ses membres considèrent la politique climatique et ses

conséquences comme une « *guerre unilatérale menée par les gouvernements et les grandes entreprises contre l'humanité* ». Ils mènent des actions de désobéissance civile telles que des barrages routiers, des manifestations et d'autres actions de perturbation. Climáximo considère la désobéissance civile comme le levier permettant de faire vaciller le système.

Brésil – CSP-Conlutas

Conlutas est un syndicat brésilien militant comptant environ 2 millions de membres et principalement actif dans la région de São Paulo. Très combatif, il aspire à une société socialiste. Pour la CSP-Conlutas, la protection de l'Amazonie et la lutte contre le changement climatique sont indissociables de l'expropriation des grandes entreprises et des grands propriétaires terriens. Son slogan peut se résumer ainsi : « *Il n'y a pas de survie verte sous le capitalisme – l'alternative, c'est l'écossocialisme ou la barbarie.* » Le syndicat réclame une transformation de l'industrie vers des emplois durables et « s », sans que cela se fasse au détriment des salariés.

Turquie – Plateforme environnementale du sud-est de la Turquie – Recep

Recep écrit : « J'ai relaté la résistance contre le barrage d'Ilisu, qui a submergé la ville antique de Hasankeyf, dans un livre intitulé « Les fées de Hasankeyf » (Hasankeyf Perileri). J'y souligne en particulier le rôle important joué par les femmes dans cette résistance. Je participerai à cet événement pour raconter comment nous avons pu renforcer notre résistance en mettant en place un réseau international de solidarité, quels défis et obstacles nous avons dû surmonter et quelles expériences nous en avons tirées. »

Sri Lanka – Frontline Socialist Party Sri Lanka - Lahiru Weerasekara

En raison des changements catastrophiques liés aux moussons et aux cyclones, le Sri Lanka compte parmi les pays les plus touchés au monde. La fréquence des inondations graves a doublé au cours des 20 dernières années. Parallèlement, le pays est frappé par des sécheresses catastrophiques. À cela s'ajoutent des grands projets destructeurs. L'un des plus importants a pu être empêché en 2025 grâce à des manifestations de masse. Au Sri Lanka, le FLSP organise la lutte pour l'environnement dans la perspective du socialisme. Il est actif et organise des manifestations de masse, des conseils de citoyens, ainsi que des réseaux d'aide et de solidarité.

Mali – CGLTE-OA – Massa Kone

Nous connaissons Massa Kone pour l'avoir rencontré à Bakou et à Belém. CGLTE-OA : il est le porte-parole officiel de l'Alliance mondiale pour la lutte pour la terre,

l'eau et les semences paysannes en Afrique de l'Ouest. L'Alliance mondiale pour la lutte pour la terre, l'eau et les semences paysannes en Afrique de l'Ouest – CGLTE-OA – est représentée dans 16 pays d'Afrique de l'Ouest. Cette alliance milite en faveur des droits à la terre et à l'eau, de l'autodétermination paysanne, de la souveraineté semencière, de la justice climatique et de la justice sociale. Elle est l'organisatrice du Forum social mondial 2026, qui s'est déroulé sous la devise mondiale « Another World is Possible ». La rencontre s'est déroulée avec succès malgré les tentatives du gouvernement malien de l'empêcher. La résolution affirme clairement qu'« un autre monde est possible ». Une résistance s'organise contre le pillage des ressources naturelles de l'Afrique de l'Ouest par l'UE, dissimulé sous un vernis « vert », et pour la protection des semences paysannes face aux multinationales. Les caravanes pour le climat constituent l'une des formes de protestation.

Mauritanie – Conseillère municipale – Rouguyatou

Conseillère municipale de la commune de Sebkha à Nouakchott, elle s'engage en faveur de la promotion d'une gestion durable des déchets, de la sensibilisation de la population aux questions environnementales et du soutien aux initiatives locales de protection de l'environnement, notamment dans les domaines de l'assainissement, de la lutte contre la pollution et de l'adaptation au changement climatique.

Afghanistan – Mouvement spontané des femmes afghanes (SMAW)

En Afghanistan, 80 % des foyers dépendent de l'agriculture. Lorsque les sécheresses détruisent les récoltes, les familles pauvres sont contraintes de vendre leurs filles en mariage précoce contre une dot ou de faire travailler leurs enfants dans des conditions dangereuses, au lieu de les envoyer à l'école. Les femmes, qui sont principalement chargées d'aller chercher de l'eau et du combustible, marchent désormais jusqu'à six heures par jour à travers des terres arides, s'exposant à la violence et à l'épuisement, juste pour trouver une flaque boueuse. La crise environnementale n'est pas neutre du point de vue du genre. Les femmes afghanes sont un exemple éclatant de résistance. Elles écrivent : « La lutte pour la justice climatique ne doit pas être dissociée de la paix et des droits des femmes ! C'est pourquoi cette conférence sera l'occasion pour les femmes afghanes marginalisées de faire entendre leur voix sur la scène internationale et de défendre leurs droits face au régime taliban misogyne. »